



**PRÉFET  
DE LA SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Guichet unique des installations classées  
pour la protection de l'environnement (ICPE)

Service de la Coordination  
des Politiques Publiques

Chambéry, le **19 AOÛT 2022**

**Arrêté préfectoral n° ICPE-2022-063  
portant mise en demeure**

**Société CARRIÈRES MBTP  
Lieu-dit « Le Pisseur »  
Commune de Champagnieux**

*La secrétaire générale  
chargée de l'administration de l'État dans le département*

**VU** le code de l'environnement, notamment le livre I<sup>er</sup>, titre VII (dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions) et les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et R. 171-1, et le livre V, titre I<sup>er</sup> (installations classées pour la protection de l'environnement) et les articles L. 511-1 et L. 514-5 ;

**VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment la rubrique 2510-1 (« Exploitation de carrières ») ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment ses articles 43, 44 et 45 ;

**VU** le décret du 20 avril 2020 portant nomination de Mme Juliette PART, en qualité de sous-préfète, secrétaire générale de la préfecture de la Savoie ;

**VU** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Pascal BOLOT, préfet de la Savoie, en qualité de préfet du Morbihan, à compter du 10 août 2022 ;

**VU** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. François RAVIER, préfet de la Haute-Corse, en qualité de préfet de la Savoie, à compter du 23 août 2022 ;

**VU** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 07 janvier 2009 autorisant, pour une durée de dix-neuf ans, la société « Carrières MBTP SAS » à exploiter une carrière de roches et éboulis calcaires sise au lieu-dit « Le Pisseur » sur le territoire de la commune de Champagnieux (73240) ;

**VU** les éléments transmis par la société « Carrières MBTP » (ci-après dénommée « l'exploitant ») par courrier du 27 septembre 2021 suite à la précédente visite d'inspection du site réalisée le 28 avril 2021 (plans en coupe de l'éboulis réalisés par le bureau Covadis le 10/12/2020) ;

**VU** le rapport d'inspection du 27 juillet 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées, suite à une visite sur le site de la carrière le 11 mai 2022 ;

**VU** le courrier de l'inspecteur de l'environnement du 27 juillet 2022 à la société « Carrières MBTP » transmettant son rapport d'inspection et engageant la procédure contradictoire réglementaire. Par ce même courrier, la société « Carrières MBTP » est informée du délai dont elle dispose pour faire part de ses observations ;

**VU** l'absence de réponse de l'exploitant lors de la procédure contradictoire ;

**CONSIDÉRANT** que :

- l'article 7.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 07 janvier 2009 prescrit à l'exploitant que l'angle de talutage de l'éboulis doit rester conforme à celui mis en œuvre sur le site lors des précédentes phases d'exploitation ;

- l'angle d'inclinaison des talus n'excédera pas 40° afin de conserver les conditions d'équilibre conformément aux résultats de modélisation obtenus à l'aide du logiciel TALREN ;

- le profilage des fronts de taille sera réalisé en respectant les dispositions préconisées par l'étude BRGM (réf. 87 SGN 515 RHA) de 1987 (étude préconisant le maintien des pentes moyennes des fronts de taille à 1B/7,5 V) ;

**CONSIDÉRANT** que ce même article 7.5 prescrit à l'exploitant la réalisation et la conservation de risbermes d'une largeur minimale de 7 mètres entre chaque gradin ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 11.6 (Fronts d'abatage) de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé prescrit à l'exploitant, pour les travaux à ciel ouvert, la définition de la hauteur et de la pente des gradins du front d'abatage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains mais également de la méthode d'exploitation ;

**CONSIDÉRANT** que les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité et qu'ils ne doivent pas comporter de surplombs ;

**CONSIDÉRANT** que, à moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45°, le front d'abatage doit être constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, sauf autorisation du préfet ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 7.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 07 janvier 2009 prescrit à l'exploitant la prolongation du front de taille vers le Sud-Ouest en conservant la même géométrie de front (5 gradins supérieurs de 15 mètres de hauteur et 2 gradins inférieurs de 30 mètres de hauteur) ;

**CONSIDÉRANT** que l'examen des éléments transmis par l'exploitant en septembre 2021 montre le non-respect de la largeur minimale des risbermes des gradins supérieurs de l'éboulis ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 20 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 07 janvier 2009 prescrit à l'exploitant que toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des prescriptions du présent arrêté sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation ;

**CONSIDÉRANT** que la société « Carrières MBTP » n'a pas porté à la connaissance du Préfet, avant sa réalisation, la modification des conditions d'exploitation relative à la méthodologie d'exploitation de l'éboulis ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'a, à ce jour, pas attesté du respect de la valeur maximale de l'angle d'inclinaison des talus visant à conserver les conditions d'équilibre ;

**CONSIDÉRANT** que, du fait du non-respect de la méthodologie d'exploitation de l'éboulis, la stabilité pérenne des fronts supérieurs de l'éboulis, tels que constitués, ne peut aujourd'hui être garantie ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la Société « Carrières MBTP » de respecter les dispositions des articles susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**ARRÊTE**

## **Article 1**

La société « Carrières MBTP », dont le siège social est situé 200, ZI des Iles 73390 SAINT GENIX LES VILLAGES, (siren : 377629589), représentée par Monsieur Yves GIAIOURAS en sa qualité de directeur, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2 du présent arrêté, dans les délais fixés par ce même article, concernant l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de roches et d'éboulis calcaires sise au lieu-dit « Le Pisseur » sur le territoire de la commune de CHAMPAGNEUX.

## **Article 2 – Mise en demeure**

La société « Carrières MBTP » devra justifier, **sous un délai de 2 mois**, du respect des dispositions de l'article 7.5 de l'arrêté préfectoral du 07/01/2009 relatives à la méthodologie d'exploitation de l'éboulis ainsi que du second alinéa de l'article 11.6 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé.

Le cas échéant :

- Justifier dans les mêmes délais, sur la base d'un rapport technique réalisé par un bureau d'études spécialisé, de la stabilité pérenne des éboulis résiduels et des gradins supérieurs du front d'exploitation dans les conditions de réalisation existantes aujourd'hui (pente intégratrice, hauteur et inclinaison des gradins, largeur des risbermes...). Le document technique précité devra, en tant que de besoin, exposer les préconisations organisationnelles et/ou matérielles (méthodologie, mesures de surveillance additionnelles, préconisations techniques...) nécessaires à une conduite de l'exploitation du gisement en sécurité ;
- Notifier au préfet de la Savoie la modification (à posteriori) des conditions d'exploitation du site (méthodologie d'exploitation de l'éboulis), en application de l'article 20 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 07/01/2009 et préciser les nouvelles mesures organisationnelles et/ou matérielles nécessaires.

En cas d'impossibilité de justifier de la stabilité pérenne de l'éboulis dans les conditions de réalisation existantes, régulariser, **toujours sous un délai de 2 mois**, la situation administrative du site :

- Soit en notifiant la cessation définitive d'activité du site, conformément aux dispositions des articles R. 512-39 et suivants du Code de l'environnement ;
- Soit en déposant un dossier de « Porter à connaissance » précisant les mesures techniques et organisationnelles à mettre en œuvre afin de retrouver puis de garantir la stabilité pérenne de la zone d'exploitation (éboulis résiduels, gradins supérieurs), en application de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement.

Les délais s'entendent à compter du jour de la notification du présent arrêté.

## **Article 3 – Sanctions administratives :**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu à ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues au point II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

## **Article 4 – Notification et publicité**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimale de deux mois.

## **Article 5 – Délais et voie de recours :**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article L. 171-11 et suivants du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R421-1 du code de justice administrative par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

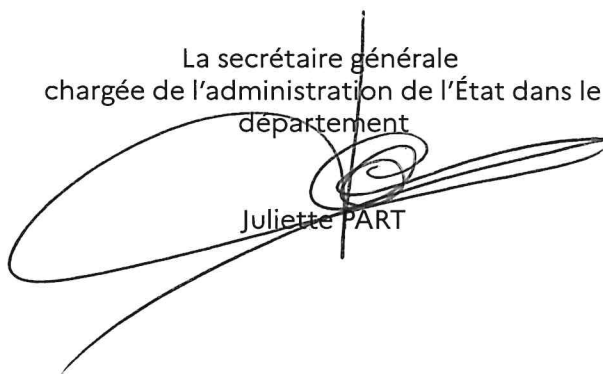
La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### **Article 6 – Exécution :**

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de Champagneux.

La secrétaire générale  
chargée de l'administration de l'État dans le  
département

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Juliette PART